

Réunion du Groupe pays Liban

Lundi 15 octobre 2007

Hôtel de Ville de Lyon

Place de la Comédie, Lyon

Liste des participants

- M. Jean-Michel DACLIN, Adjoint au maire, ville de Lyon, Président du Groupe pays Liban
- M. Béchir ODEIMI, Directeur du BTVL (Bureau Technique des Villes Libanaises), Représentant de CGLU au Liban
- Mme Bernadette ZERVUDACKI, DGCID, Ministère des Affaires Etrangères
- M. Bertrand GALLET, Directeur général de Cités Unies France
- Mlle Virginie ROUQUETTE, Chargée de mission, Cités Unies France
- M. Fabrice BALANCHE, Maître de Conférence à l'Université Lumière Lyon 2
- M. Charles-Henri MALECOT, Directeur des Relations Internationales, Ville de Lyon
- M. Guillaume ARNOULD, Chargé de mission à la direction des relations internationales de la Communauté urbaine de Lyon
- M. Vincent DUSSAUX, Directeur du service de l'eau, Communauté urbaine de Lyon
- M. André VANTOMME, Premier Vice-président du Conseil Général de l'Oise, Sénateur
- M. Jean-Claude CHERASSE, Vice-président de la coopération internationale, Conseil général du Territoire de Belfort
- M. Hubert DROIT, Maire adjoint, Ville d'Ormesson sur Marne
- Mme Francine MEGEVAND, Adjointe aux relations Internationales, ville d'Eybens
- Mme Brigitte FIELD, Chargée de mission, Conseil régional d'Ile de France
- M. Ludovic DUREL, Chargé de mission, Communauté urbaine de Lille
- Mme Michelle REYNAUD, Directrice des relations internationales, Ville de Marseille
- Mme Delphine CREVOLA, Chargée de mission, Commission Méditerranée de CGLU
- Mme Nathalie AUSINA, Chargée de mission, Ville d'Aix en Provence
- M. Christian DORET, Directeur des relations internationales, Conseil régional Provence Alpes Côtes d'Azur

Introduction et ordre du jour

M. Jean-Michel DACLIN, Adjoint au maire, ville de Lyon, Président du groupe-pays Liban remercie les collectivités territoriales de leur présence à la réunion et de leur engagement au Liban.

La réunion comprend trois temps :

- un point sur l'actualité libanaise
- un tour de table sur l'action des collectivités territoriales au Liban
- un point sur l'Initiative coordonnée des collectivités européennes en faveur du développement et du renforcement des villes libanaises

Le Dossier pays Liban de Cités Unies France a été publié et diffusé à l'ensemble des maires et présidents membres du Groupe pays Liban de Cités Unies France. Ce dossier comprend une présentation historique, politique, économique, sociale et administrative du pays. Il fait également un point sur l'état de la coopération bilatérale entre la France et le Liban.

L'actualité libanaise

Fabrice BALANCHE, Maître de Conférence à l'Université Lumière Lyon 2, membre du GREMMO (Groupe de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen Orient) - Maison de l'Orient (laboratoire CNRS) à Lyon

Depuis la résolution 1559 de l'ONU, demandant le retrait des troupes syriennes du Liban et le désarmement des groupes armés, beaucoup d'évènements ont secoué le Liban : l'attentat contre Rafic Hariri en février 2005, le retrait des troupes syriennes en avril 2005, l'attaque israélienne en juillet - août 2006, l'occupation du centre ville par le Hezbollah, divers assassinats (Pierre Gemayel, Walid Aydo ...), le blocage concernant l'élection présidentielle ... Pourquoi cette situation et quel est l'avenir du Liban ? Difficile d'y répondre car la situation est complexe du fait des emboîtements d'échelle : conflit Etats-Unis - IRAN, Liban - Syrie, Israël - pays arabes mais aussi des rivalités au sein de la société et de la classe politique libanaise.

Pour tenter d'y répondre l'exposé proposera un éclairage en 3 points :

- une approche de la situation politique interne du Liban, intitulée : « Une situation politique caricaturée par les médias occidentaux »,
- un deuxième point plus économique comprendre pourquoi le « Liban ne sera plus la Suisse du Moyen Orient »
- et enfin une contextualisation de la situation libanaise dans le cadre des relations internationales : « Un terrain d'affrontement entre les grandes puissances ».

L'intégralité de l'intervention de M. Balanche est disponible auprès de Cités Unies France sur demande.

Tour de table des actions de coopération décentralisée franco-libanaises

M. Hubert DROIT, Maire adjoint, Ville d'Ormesson sur Marne

La ville d'Ormesson sur Marne a noué un partenariat avec la ville de Roum, près de Jezzine. Les deux collectivités partenaires travaillent actuellement sur un projet de réhabilitation de la salle polyvalente au sein de la mairie de Roum.

M. Jean-Claude CHERASSE, Vice-président de la coopération internationale, Conseil général du Territoire de Belfort

Le conseil général du Territoire de Belfort, en partenariat avec Kab Elias poursuit un projet de développement culturel, en accompagnant la création d'un centre culturel. La partie bibliothèque du projet a été inaugurée en avril 2007 et dotée en matériel audiovisuel et informatique par le conseil général. Au sein de la bibliothèque de Kab Elias, un travail a été mené en parallèle avec le Ministère de la Culture Libanais sur l'ensemble du réseau de bibliothèques, notamment concernant la mise en place d'un logiciel libre; des bibliothécaires du réseau ont été reçus en stage au sein des services du Conseil général pour se former à cet outil dans ce cadre.

Suite à la visite d'une délégation d'élus libanais, conduite par le maire de Kab Elias, mi-septembre, l'évolution de la coopération sur l'ensemble de la fédération de communes de la Bekaa El Aoussat a été envisagée. A l'issue de cette rencontre, une demande a été formulée par les partenaires libanais sur deux projets :

- la mise en place d'une unité de sécurité défense civile
- un travail sur la gestion des déchets, en lien avec 7 communes environnantes

Mme Francine MEGEVAND, Adjointe aux relations Internationales, ville d'Eybens

La ville d'Eybens a pour partenaires les villes de Beddaoui et Brittal. La ville a reçu au mois d'octobre 4 techniciens avec qui une réflexion est en cours sur un projet de mise en place de bureaux de développement social, afin de soutenir la recherche et la création d'emplois.

Mme Brigitte FIELD, Chargée de mission, Conseil régional d'Ile de France

L'Ile de France a un partenariat avec la ville de Beyrouth.

Plusieurs projets sont en cours :

- un projet sur la qualité de l'air, d'un montant de 257 000 Euros, réalisé avec le concours d'Airparif
- la mise en place d'un réseau de 11 bibliothèques ; aujourd'hui, 2 sont

ouvertes, une troisième ouvrira prochainement, un bibliobus sera ajouté à l'ensemble du dispositif.

- la rénovation du Bois des Pins (parc municipal de la ville)
- ponctuellement, la région organise des formations professionnelles.

M. André VANTOMME, Premier Vice-président du Conseil Général de l'Oise, Sénateur

Le conseil général de l'Oise a un partenariat avec Zahlé.

Un premier projet mené en partenariat avec la chambre de commerce, d'agriculture et de l'industrie de Zahlé et la coopérative des Coteaux d'Héliopolis a permis la création d'un vignoble de 138 hectares, dont la culture occupe 197 agriculteurs libanais. Aujourd'hui, à la demande du partenaire et devant le constat de la réapparition de cultures illicites, le conseil général va poursuivre son action de développement des cultures de substitution.

Le conseil général participe également à l'organisation d'un festival de théâtre de jeunes à Zahlé, qui se tient deux fois par an. Ce festival rassemble les troupes de jeunes de la Bekaa, et depuis peu, s'y rendent également des troupes de l'ensemble du territoire libanais, ainsi que certains troupes étrangères.

Enfin, le conseil général a répondu favorablement à la demande de la ville de Zahlé afin de l'appuyer dans la réhabilitation de son souk.

Mme Michelle REYNAUD, Directrice des relations internationales, Ville de Marseille

La ville de Marseille développe plusieurs projets au Liban :

- L'aménagement d'une place publique à Beyrouth. Des études ont été réalisées, mais en raison des événements qui ont frappé le Liban en 2006, la ville de Marseille n'a pas pu obtenir le feu vert de l'Ambassade de France pour entériner la mise en œuvre du projet.
- Un jumelage lie les pompiers de Marseille et les pompiers de Beyrouth. Des échanges ont eu lieu récemment, les pompiers de Beyrouth se sont rendus à Marseille dans le cadre d'échanges d'expériences.
- En coopération avec Med Cités, dans le cadre de l'élaboration d'un CDS (City Development Strategy), la ville de Marseille travaille avec la ville de Barcelone, l'AFD, des agences de l'ONU, Cities Alliance et la Banque Mondiale sur un plan stratégique de développement pour Tripoli.
- Un projet post conflit pour équiper des écoles a été réalisé avec la région et la ville d'Aix en Provence, avec le concours de l'association Solidarité Laïque.
- La ville a donné un avis favorable pour un accompagnement du projet financé par l'Ambassade de France au Liban « Projet pilote de développement économique local dans les villes de Nabatieh et de El Kaa ». En raison de la situation politique au Liban, l'Ambassade de France a fortement déconseillé aux experts de Marseille d'accomplir leur mission au Liban. Le projet continue pourtant avec l'appui d'experts locaux.

M. Christian DORET, Directeur des relations internationales, Conseil régional Provence Alpes Côtes d'Azur

L'action du conseil régional PACA au Liban se déploie sur plusieurs projets :

- un projet post conflit d'appui à des écoles, en termes d'équipements, de formation, et d'apport d'un soutien psychologique à l'issue de la guerre. Ce projet est mené en coordination avec les villes d'Aix-en-Provence et de Marseille
- une formation de cadres et d'enseignants agricoles : une convention a été signée avec Jezzine, Tyr et Bkassine et le Lycée agricole de Gap
- la co-organisation du salon du livre en février 2008
- la poursuite d'un projet triennal de formations de cadres territoriaux libanais
- la réponse à l'appel à projets du MAE afin de poursuivre le plan de gestion de la forêt de Bkassine
- l'accompagnement du regroupement de Jezzine dans la mise en place de son bureau de développement local et la réalisation de ses projets dans le cadre de projet ARAL

M. Ludovic DUREL, Chargé de mission, Communauté urbaine de Lille

En partenariat avec l'AFD, la communauté urbaine finance une vingtaine d'ouvrages de distribution d'eau potable.

A la fin du mois de novembre, plusieurs partenaires de Lille Métropole participeront à Lille à un séminaire sur l'eau, la coopération décentralisée et la loi Oudin.

Enfin, la communauté urbaine participe à la mise en place d'un Bureau de Développement Local à Bkassine.

Par ailleurs, la communauté urbaine de Lille, représentée par son Président, M. Pierre Mauroy s'est vue confiée une mission de coordination politique des collectivités partenaires des villes libanaises pour la reconstruction du Liban (*les détails concernant ce programme sont disponibles dans la deuxième partie du compte-rendu*).

M. Vincent DUSSAUX, Directeur du service de l'eau, Communauté urbaine de Lyon

M. Guillaume ARNOULD, Chargé de mission, Grand Lyon

Le Grand Lyon poursuit son travail en direction de trois établissements des publics des eaux au Liban, auxquels sont apportés une assistance technique et méthodologique.

Par ailleurs, le Grand Lyon va engager une coopération décentralisée avec la Ville de Tripoli, visant à élaborer une véritable politique culturelle à visée touristique pour la municipalité de Tripoli. Ce projet consiste dans un premier temps à créer un circuit touristique, un service de mise en valeur du patrimoine et de la culture, à mettre en lumière une partie de la vieille ville de Tripoli et enfin à créer un événement autour de la lumière..

Une première mission technique avec des experts de la Ville de Lyon et de l'Agence

d'Urbanisme du Grand Lyon doit se rendre à Tripoli au début 2008.

Mme Nathalie AUSINA, Chargée de mission, Ville d'Aix en Provence

La ville d'Aix en Provence a une coopération avec la ville de Balbeck et le réseau des villes historiques du Moyen Orient (Liban, Syrie, Jordanie), composé de 17 villes. L'objectif de la coopération est le développement local avec notamment le développement touristique ainsi que l'aide pour le développement du Réseau dans ses relations avec des villes européennes.

Des programmes annuels de travail font l'objet de co-financement par le MAE. La mutualisation d'une cellule d'appui pour le tourisme est en cours. Elle a soutenu fin 2006 un projet post conflit sur le thème de l'éducation, pour équiper des écoles publiques, en coordination avec la région PACA et la ville de Marseille.

Enfin, la ville d'Aix en Provence examinera les potentialités d'accompagnement de la ville de Balbeck dans la mise en place d'un plan stratégique de développement, projet formulé dans le cadre de l'initiative concertée des villes européennes pour le Liban.

Une réunion de travail aura lieu le 21 novembre à Aix en Provence en présence d'une dizaine de Maires, élus et représentants libanais; elle permettra de lancer les activités annuelles.

Mme Bernadette ZERVUDACKI, DGCID, MAE

La nouvelle attachée à la coopération au SCAC de l'Ambassade de France au Liban est Mme Martine Herlem (martine.herlem@diplomatie.gouv.fr); elle remplace M. Jean-Noël Baléo.

Une enveloppe de 500 000 Euros a été consacrée par le poste à Beyrouth au co-financements d'actions de coopération décentralisée, sur des projets post-crise.

Par ailleurs, un FSD (Fonds social de développement) d'un montant de 500 000 Euros, débloqué en 2007, permet aux associations de solidarité internationale ou collectivités territoriales d'être co-financées pour le montage d'actions de solidarité.

Mme Virginie ROUQUETTE, Pôle Méditerranée, Cités Unies France

Les nouveaux appels à projets du Ministère des affaires étrangères sont parus.

« L'appel à projet national de soutien à la coopération décentralisée soutien à l'égard des pays en développement pour 2008 » peut appuyer financièrement les projets des collectivités territoriales françaises engagées au Liban. Les candidatures des collectivités territoriales devront porter sur la thématique du soutien aux collectivités territoriales en matière d'appui institutionnel, d'appui à la décentralisation, de gouvernance locale, d'appui à la mise en place de services publics de base, la mobilisation des acteurs économiques, de formation des cadres et des élus, d'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

Il est demandé aux collectivités territoriales et groupements candidats à l'appel à projets d'être à jour dans la déclaration en ligne pour l'aide publique au développement et de l'actualisation de la base de données de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée. Les deux télédéclarations sont en ligne sur : <https://cncd.diplomatie.gouv.fr>

Le cofinancement du Ministère des Affaires étrangères et européennes ne pourra pas être supérieur aux financements cumulés sur leurs budgets généraux propres par la ou les collectivités maîtres d'ouvrages des dossiers ; le cofinancement sera accordé au titre de l'année budgétaire 2008.

Le dossier de candidature pour l'appel à projet est déposé à partir du dossier type de demande de cofinancement disponible dans les secrétariats généraux pour les affaires régionales (SGAR) des préfetures de régions, sur le site de la CNCND (www.diplomatie.gouv.fr/cncnd), sur www.dipolatie.gouv.fr ou sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org).

Les dossiers devront être déposés en quatre exemplaires dans les SGAR avant le 15 décembre 2007. Ils seront ensuite transmis au MAEE et à l'Ambassade concernée pour instruction jusqu'au 15 février. La liste des projets retenus sera arrêtée avant le 1^{er} mars 2008.

L'initiative coordonnée des collectivités européennes en faveur du développement et du renforcement des villes libanaises : point d'étape

**M. Béchir ODEIMI, Directeur du BTVL (Bureau Technique des Villes Libanaises),
Représentant de CGLU au Liban**

Rappel des différents programmes existants :

Le secrétariat technique de coordination a identifié différents projets et programmes qui constituent autant d'outils au service des collectivités territoriales engagées au Liban. Ces programmes sont portés parfois par le seul secrétariat technique de coordination, parfois en coordination avec d'autres partenaires institutionnels, tels que l'Union Européenne, le gouvernement libanais ou le PNUD.

On distingue plusieurs outils :

- 23 projets de développement ont été identifiés et répertoriés par le BTVL dans des « fiches techniques ». Chacune de ces fiches est le résultat d'une concertation entre la ville libanaise concernée et le BTVL afin d'identifier un projet de développement que la ville libanaise souhaite voir réaliser avec l'appui d'une collectivité européenne.

- Le programme ARAL, soutenu par l'Union européenne et l'OMSAR (Bureau du Ministre d'Etat pour la réforme administrative), visant le développement de 12 regroupements de collectivités libanaises est entré dans une seconde phase de mise en œuvre. La première phase ayant permis d'établir les priorités de développement de chacun de ces regroupements (généralement ruraux et moins desservis par l'aide internationale), la deuxième phase, entamée en 2006, doit permettre la réalisation des projets, identifiés. Les collectivités européennes sont sollicitées pour

accompagner les regroupements dans la mise en œuvre de ces projets, qui sont par ailleurs financés par les fonds de l'UE prévus à cet effet et pour doter chacun de ces regroupements de bureaux municipaux de développement local.

- Par ailleurs, récemment, l'Ambassade de France a récemment confié au BTVL une mission de développement de la coopération décentralisée franco-libanaise, afin de permettre à 4 villes libanaises intéressées par la coopération décentralisée française (Jounieh, Saïda, Tyr et Tripoli) de trouver un partenaire français.
- Le PNUD, via son Bureau des partenariats innovants à Genève, a mandaté Pierre Mauroy, Ancien Ministre et Président de la communauté urbaine de Lille Métropole, pour piloter le programme Art Gold au Liban. Ce programme d'appui au développement des villes libanaises propose une coordination des actions entreprises dans le cadre de Art Gold et encourage l'échange et le dialogue entre différents partenaires. Aujourd'hui, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et Monaco ont déjà apporté un soutien financier au programme, qui permettra aux collectivités ressortissantes de ces pays de bénéficier de fonds pour leurs projets avec le Liban. Des discussions sont en cours pour la définition d'un cadre de travail accord de partenariat entre le Bureau de CGLU/BTVL au Liban et le programme Art Gold au Liban.

Etat des lieux de l'Initiative :

Aujourd'hui, l'Espagne, l'Italie et la France constituent les principaux acteurs de l'Initiative.

Les **collectivités espagnoles** se sont engagées dans 3 projets définis dans le cadre des fiches projets :

- la ville de l'Hospitalet, en partenariat avec Marseille, travaille auprès de la ville de Borj hammoud sur un projet de réhabilitation de la façade littorale
- la Diputacion de Barcelone a lancé un « diagnostic pour un plan stratégique de développement de la ville de Tyr »
- la ville de Barcelone a lancé le projet de « renforcement du service municipal de santé » avec la ville de Ghobayré
- l'Aire Métropolitaine de Barcelone travaille auprès de Makné sur un projet d'adduction d'eau et de sensibilisation aux usagers

Dans le cadre du programme ARAL, la ville de l'Hospitalet s'est engagée à travailler

avec le groupement de Zgharta sur l'élaboration d'une Charte de territoire.

Les **collectivités italiennes** sont également mobilisées.

Certaines d'entre elles se sont rapprochées du programme Art Gold ; des financements sont en effet disponibles pour leur coopération avec le Liban. Des complémentarités sont à trouver entre le programme ARAL et les fiches projets définies par le BTVL, car certains projets ou certaines zones de travail se recoupent. La ville de Castelsardo, la ville de d'Aquila, la ville de Prato, la région des Abruzzes, la province de Pescara sont engagées dans divers projets identifiés dans le cadre du programme ARAL et des fiches projets.

Les **collectivités françaises** se répartissent en deux blocs.

Certaines d'entre elles sont intéressées par l'accompagnement des regroupements définis dans le cadre du programme ARAL. Il s'agit de la région Rhône Alpes, de la communauté urbaine de Lille, du conseil général des Yvelines, du conseil général de Belfort.

La région Ile de France réfléchit à l'organisation de sessions de formation auprès de plusieurs groupements afin d'appuyer la création de bureaux locaux de développement municipaux.

Sur les projets des fiches élaborées par le BTVL :

- la ville d'Aix en Provence travaillera en lien avec la ville de Balbeck sur un plan stratégique de développement
- la ville de Marseille s'est engagée à apporter son expertise sur un projet de réhabilitation de la façade littorale avec la municipalité de Borj Hammoud, ; elle s'est également rapprochée des villes de El Kaa et de Nabatiyé pour élaborer des projets de développement économique local.
- le département de l'Oise s'est engagé avec Zahlé sur la mise en place d'un bureau municipal de développement local dans le cadre de la réhabilitation du vieux souk

A côté de ces projets, plusieurs rapprochements se sont effectués dans le cadre du projet de renforcement de la coopération décentralisée franco-libanaise soutenu par l'Ambassade de France : ainsi, la ville de Lyon s'engage à soutenir la ville de Tripoli dans la mise en place d'un projet de développement de la politique culturelle et touristique de la ville.

Le calendrier des collectivités territoriales ne permet pas de tenir les **rencontres libanaises autour de l'Initiative** que le secrétariat aurait souhaité organiser à la fin de l'année 2007. En raison notamment des échéances électorales pour les villes françaises,

cette rencontre est reportée à la fin du premier semestre 2008.